

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 FÉVRIER 1921.

Proposition de loi sur l'enseignement et l'apprentissage professionnels.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

Si, en matière d'enseignement professionnel, la Belgique n'a pas réalisé les progrès désirables et a de la peine à marcher de pair avec les pays étrangers, il faut l'attribuer, en premier lieu, à l'absence d'une loi organique donnant des directives précises et mettant fin à des situations incertaines.

Nous plaçant au point de vue social-économique, nous pensons qu'on ne pourrait choisir un moment plus favorable pour introduire semblable loi dans notre législation : des ruines de la vieille Europe doit surgir l'Europe nouvelle. Sans doute, la restauration matérielle doit avoir le pas; il s'agit en effet d'assurer avant tout l'existence humaine : *primum vivere!*

Toutefois, dans notre pensée, la restauration morale et intellectuelle a, bien plus que la restauration matérielle, une portée définitive; elle vise en effet, dans notre conception, l'égalité sociale et intellectuelle et, par conséquent, l'ordre social, sans lequel la restauration matérielle elle-même ne serait établie que sur des bases peu stables. Le malaise profond et dangereux, qui continue à régner dans toute la société d'après guerre, doit être attribué non pas, en ordre principal, aux destructions d'ordre matériel, mais plutôt aux situations sociales anormales qui, si elles existaient aussi avant la guerre, ont été mises en relief par celle-ci et apparaissent actuellement dans toute leur ampleur.

C'est ce qu'ont constaté tous les gouvernements et c'est ce qui les a poussés, tous aussi, à réaliser des réformes sociales, en commençant par les plus urgentes; en ce moment, elles en envisagent d'autres pour parvenir progressivement à un équilibre stable : journée de huit heures, participation à l'administration et à la direction, conseils de métier, part dans les bénéfices, etc.

Ces réformes, si justes en principe, se maintiendront-elles ? Nous nous permettons d'en douter, à moins qu'on ne se décide à réaliser la réforme de l'homme même.

Comment, par exemple, pourrait-on, sous le régime de la journée de huit heures, soutenir la concurrence avec des étrangers complètement formés ou qui le seront bientôt, si, de notre côté, nous ne disposons pas de travailleurs de formation professionnelle aussi complète ?

Qu'importent la participation à l'administration et à la direction, les parts dans les bénéfices, la socialisation, si la masse intéressée ne sait pas se rendre compte de la cause et des effets de ces situations nouvelles ?

Elle ne cessera de se montrer sceptique, défiante à l'égard de ses compatriotes instruits. Le scepticisme et la méfiance sont, en effet, le propre de l'ignorance et de l'inaptitude.

N'est-il pas clairement établi, au point de vue de l'ordre social, que les grèves sont plus nombreuses et plus violentes parmi les ouvriers, qui n'ont reçu aucune éducation professionnelle, que parmi les ouvriers dûment formés ?

Pour nous, le « *communisme des biens matériels* » n'a cessé d'être une chimère et un non-sens. Les événements, qui se passent en Russie, nous prouvent que le *communisme d'ordre matériel* se borne à intervertir les situations anormales pour les convertir en guerres civiles sanglantes, voire en des situations plus injustes même que les situations anciennes.

Au contraire, le *communisme des moyens moraux et intellectuels*, pratiqué dans toute la mesure de la justice chrétienne, nous semble être la seule base, sur laquelle l'égalité sociale puisse se développer et l'ordre social puisse se réaliser et se maintenir.

Nous plaçant au point de vue financier, nous reconnaissons volontiers que le moment semble peu propice : notre Trésor se trouve dans un état lamentable et de toutes parts on ne cesse de prêcher la réduction des dépenses, d'une part, et l'augmentation des ressources, d'autre part.

Mais, comme notre Ministre des Finances le faisait observer à juste titre à la Chambre, le 21 décembre 1920, il est des dépenses qui, en réalité, constituent des économies. A ces dépenses-là se rattachent, en première ligne, celles qui sont affectées à l'enseignement populaire : L'avenir appartient aux nations instruites ! Les dépenses que nous consacrons à l'enseignement et à l'éducation populaires seront, comme le dit l'homme d'État avisé, rendues au centuple, sous forme de bien-être général, aux générations futures !

Il importe donc que le législateur, désireux de faire régner la justice, s'attache à assurer aux générations futures un bien-être s'étendant à tous sans distinction. Certes, les situations actuelles ne peuvent se modifier du jour au lendemain : la rénovation, qui est notre idéal, notamment la culture générale par la généralisation de l'enseignement populaire et professionnel, ne peut se réaliser en un tour de main. Toutefois, nous ne voulons rien négliger pour nous rapprocher de cet idéal dans le plus bref délai possible, tout en respectant la liberté de conscience. C'est pour ce motif que nous ne faisons aucune distinction entre l'enseignement libre et l'enseignement officiel.

Partant de l'idée que l'enseignement professionnel doit avoir à sa base la généralisation de l'enseignement populaire, il est logique que nous admettions la compétence du Ministère des Sciences et des Arts au lieu de celle du Ministère de l'Industrie et du Travail, qui s'attache davantage à l'enseignement industriel.

S'il est rationnel que les intéressés, c'est-à-dire la communauté, interviennent dans l'espèce, les groupements privés, qui s'organisent, doivent être admis en premier lieu à créer l'enseignement professionnel.

Ces groupements sont non seulement les premiers intéressés, mais ils comprennent mieux que personne la nécessité et l'utilité de semblable enseignement. Toutefois, il se manifeste souvent de l'indifférence de ce côté. Dans ce cas, il incombe à la commune d'agir et, si celle-ci reste inactive, la province doit intervenir. A défaut de commune et de province, le Gouvernement doit, en dernier ressort, remplir le devoir civique qui incombait à l'initiative privée. L'article 8 prévoit les cas où, à l'expiration d'un délai de cinq ans, l'enseignement professionnel doit être organisé.

Non seulement l'ensemble de la population dans un rayon déterminé, mais aussi un certain nombre d'intéressés dans un ressort restreint sont compétents pour exiger l'institution d'un enseignement technique spécial; c'est ce que prévoit le littéra c de l'article 8.

Des adultes, qui n'ont jamais eu l'occasion de se former dans leur profession, doivent aussi être admis à jouir de la culture générale. C'est ce qui fait l'objet du littéra d de l'article 8.

Nous reconnaissons qu'en ce qui concerne les mesures de nature à instaurer l'obligation à bref délai, on peut nous taxer d'un certain idéalisme.

Les litteras a à f de l'article 10 n'ont toutefois pour but que d'amener, par des avantages pécuniaires du pouvoir subsidiant, l'élève ou les organisateurs à accepter l'obligation, sans qu'il soit besoin de recourir à des moyens de contrainte.

D'aucuns estimeront que la mesure, qui fait l'objet du littéra f, s'inspire d'un antimilitarisme trop prononcé. Cette mesure est pourtant parfaitement logique : un jeune homme, qui a suivi avec fruit un cours professionnel complet comme l'atteste son diplôme, deviendra plus rapidement un bon soldat qu'un jeune homme peu ou pas instruit. D'ailleurs, il ressort du programme que les exercices gymnastiques et le devoir civique sont des branches obligatoires de l'enseignement professionnel. D'autres nous objecteront peut-être que nous ferons le vide dans l'industrie, que la plupart des ouvriers industriels n'ont besoin que d'une formation ou d'un enseignement rudimentaire.

Ne m'a-t on pas demandé un jour qui, dorénavant, se ferait servante ou domestique, receveur ou balayeur de rues? Lors de la discussion de l'enseignement primaire obligatoire, on s'est écrié : « Nous ne parviendrons plus à trouver des vachers » ! Semblables idées n'ont plus cours et à des arguments de ce genre ou répond par un haussement d'épaules. Quant à nous, nous ne voulons pas que l'intérêt général cède le pas à l'industrie ou au sac d'écus qui ne produit pas. Le nombre de dispensés de l'enseignement professionnel et d'exemptés à la suite de l'examen de triage et de classement à la fin de la première année (art. 17)

sera d'ailleurs suffisamment grand, pour qu'il nous reste assez de travailleurs réduits au rôle de journaliers. Nous pouvons néanmoins espérer que tous, aussi bien ceux qui sont formés que ceux qui le sont moins, se trouveront, intellectuellement parlant, dans une meilleure situation qu'actuellement. Tant mieux, si nos prévisions ne se réalisent pas ! En tout cas, nous demandons à nos contradicteurs : Qui doit recevoir l'enseignement ? Est-ce vous seuls ? Quels sont ceux que vous voulez en exclure ? Les enfants pauvres ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

Au surplus, l'obligation que nous voulons instaurer en matière d'enseignement obligatoire, est organisée de telle façon que les jeunes gens de 14 à 18 ans peuvent continuer à travailler même dans l'industrie. Leurs heures de travail seront réduites de 25 %, mais, pendant les heures qui ne seront pas consacrées au travail à l'atelier ou à l'usine, ils acquerront plus de connaissances et plus d'aptitude, si bien qu'en dernière analyse, c'est notre industrie nationale qui en profitera le plus.

Nous voulons rechercher tous ceux qui sont doués par Dieu et par la nature, n'importe où ils puissent se trouver, dans la cabane de l'ouvrier le plus pauvre comme dans les châteaux des plus riches, dans le domaine des travaux manuels comme dans le domaine de l'intelligence. Quand nous les aurons trouvés, nous voulons leur donner dans la plus large mesure une formation conforme à leurs capacités et à leurs dispositions, et ce pour le plus grand bien de chaque individu et de sa famille, de la société, de la nation, de l'humanité.

Pour mieux assurer leur formation d'après leurs tendances et leurs dispositions, nous estimons que l'institution de bureaux d'orientation à titre consultatif s'impose. Ces organismes se mettront aussi en rapport avec les élèves moins bien doués de l'enseignement moyen, qui ne tardent pas à donner des preuves d'incapacité. Les bureaux d'orientation s'efforceront d'envoyer ces élèves dans des écoles appropriées.

Il est juste que les intéressés soient représentés au sein des conseils et des sections de l'administration de l'enseignement professionnel. Le patron, qui connaît les défauts et les bonnes ou mauvaises dispositions des travailleurs, de même que l'ouvrier qui, mieux que le patron, connaît les intérêts de la classe ouvrière, parce qu'il vit de sa vie, doivent être représentés au sein des organismes d'organisation. Cela est vrai surtout pour la commission administrative de l'école. Ce qui empêche l'extension de notre enseignement professionnel, c'est, sans conteste, le manque d'un personnel enseignant suffisant. On ne peut remédier sur le champ à cette situation. Il est donc indispensable qu'on s'occupe sans retard de la création d'écoles normales pour professeurs techniques. Dans deux provinces, on s'est rendu compte de cette nécessité; aussi y a-t-on créé des cours d'enseignement normal. La guerre a mis fin à cette ardeur de la première heure et en ce moment on n'attache plus guère d'importance à la formation de professeurs pour l'enseignement professionnel. Il y a là une négligence regrettable, que la loi doit corriger sans mettre obstacle, toutefois, à l'initiative privée. Dans un délai de deux ans, chaque province doit pouvoir disposer d'au moins une école normale pour l'enseignement professionnel. Si la province ne s'exécute pas,

L'État se chargera lui-même, après une période de deux ans, de la création de semblable école. Il ne suffit plus que le professeur de l'enseignement professionnel remplisse sa charge grâce à des connaissances puisées dans les livres; ce professeur doit être un homme au courant de la pratique; il doit faire preuve de science non pas en théorie seulement, mais aussi en fait. Les écoles normales doivent donc veiller à ce que, dans l'enseignement professionnel normal, il soit fait une large place à la pratique. Tel professeur, tel élève! Dans l'espèce, il faut surtout des professeurs habiles, connaissant la pratique. Aussi, l'aptitude manuelle est-elle appelée, souvent dans une plus large mesure que l'aptitude intellectuelle, à jouer un rôle prépondérant. Le professeur technique doit attester cette aptitude par un diplôme. Il serait toutefois peu équitable d'imposer un nouvel examen aux professeurs actuellement en fonctions, qui enseignent depuis plus de deux ans et étaient donc soumis doublement à l'inspection de l'État, d'autant plus qu'entretemps ils se sont moins occupés de la théorie et se sont appliqués à la pratique non plus comme ouvrier, mais comme professeur; il s'agit ici d'un droit acquis, — acquis non par privilège, mais par un véritable sacrifice. Pour des motifs identiques, on ne peut enlever aux professeurs en fonctions le fruit de leur enseignement antérieur; leur traitement, les augmentations à leur allouer et leurs futures pensions doivent être calculés, comme si la présente loi était en vigueur au moment de leur nomination comme professeur technique, et ce sans préjudice au traitement d'avant guerre.

La présente loi n'aura de valeur, en ce qui concerne les professeurs, que si elle assure leur avenir et celle de leurs familles en proportion de la valeur sociale, de la responsabilité sociale, du rang des intéressés. Si l'on désire que l'enseignement professionnel soit sérieusement établi, il faut nommer des professeurs dignes et capables. Dès lors, il faut tenir compte de la mission dont ils sont chargés : la formation de travailleurs habiles. Le professeur a sans conteste autant de valeur que l'ouvrier capable; il doit donc jouir d'un salaire égal et sa situation doit être assurée.

Si l'on tient compte du traitement initial du professeur de l'enseignement primaire, il ne sera sans doute pas exagéré que le professeur de l'enseignement professionnel gagne 200 francs de plus par an que le premier. En effet, s'il s'agit d'un professeur chargé de l'enseignement théorique, ce sera le plus souvent un instituteur diplômé qui, outre son diplôme d'instituteur, doit obtenir le diplôme spécial.

S'il s'agit d'un professionnel de mérite, il peut se créer, en dehors de l'enseignement professionnel, des ressources jusqu'à concurrence d'au moins 5,000 francs; semblable traitement initial ne donnerait guère satisfaction aux professeurs techniques du degré moyen, moins encore à ceux du degré supérieur. Le traitement initial pourrait donc être plus élevé et être fixé à 6,000 francs.

Semblable traitement n'offrirait même guère d'attrait, surtout pour les praticiens capables et actifs; c'est pourquoi on leur reconnaîtrait le droit à la pension de retraite, à la pension des veuves et orphelins et à d'autres avantages d'ordre temporaire.

Nous avons jugé nécessaire de compléter les subsides officiels en faveur de l'enseignement officiel par de sérieux subsides de l'État, de la province et de la commune, à condition d'en surveiller rigoureusement l'emploi.

Le temps où un établissement d'enseignement professionnel ne pouvait se maintenir que grâce à l'intervention pécuniaire de particuliers, ce temps n'est plus. Ce système donne lieu à toutes sortes d'intrigues entre l'administration et la direction ; c'est toujours aux dépens du professeur qu'on comble le déficit. Au surplus, cette intervention privée n'est pas toujours assurée ; elle entraîne des obligations et met obstacle à la liberté d'action de l'administration et des professeurs.

Comme le projet de loi actuel crée des situations nouvelles, il est naturellement incomplet, voire d'un caractère provisoire dans son ensemble. Un grand nombre de dispositions d'ordre administratif et d'ordre intérieur sont à justifier et à régler par arrêté royal ou ministériel. Pour chaque institution d'enseignement professionnel, il faut un tableau spécial des leçons et des heures de classe ; il faut prévoir des sanctions, des dispositions et des contrats concernant l'apprentissage qui peut présenter de si grandes différences au point de vue de la valeur de l'élève et du but à atteindre. Tout cela ne pourrait être exposé dans un projet de loi ; mais on peut le déterminer par des arrêtés royaux et des décrets ministériels.

La période transitoire doit nous mener, sans produire des heurts, par des étapes de juste préparation, des anciennes situations à des situations nouvelles.

Tout le système, aussi bien l'enseignement que l'apprentissage, repose sur la stricte application du 4^e degré. C'est la *condition sine qua non* du succès de l'enseignement professionnel, que nous avons en vue. C'est pourquoi, pour des raisons d'ordre financier, résultant de la nécessité de construire de nouveaux locaux, il nous semble équitable qu'un groupe de communes, qui aurait organisé un enseignement professionnel central suffisamment important, puisse mettre ses locaux à la disposition de l'enseignement du 4^e degré ; ces locaux serviraient en même temps pour les classes préparatoires de l'enseignement professionnel qui y est donné.

La présence des élèves de l'école professionnelle servirait d'exemple pour les élèves du 4^{me} degré. Ce système constituerait en même temps une économie sérieuse pour chaque commune en particulier. Cette faveur ne pourrait toutefois s'étendre qu'à la période transitoire ; en temps normal, le 4^{me} degré constitue le dernier degré de l'enseignement primaire.

La Belgique n'a jamais hésité à prendre les devants dans la voie du progrès et de la justice sociale. C'est surtout en vue de son immense empire colonial, où elle veut faire œuvre non de domination mais de civilisation, qu'elle veut former ses enfants et leur ouvrir un large champ d'action. C'est pourquoi nous avons l'espoir que les représentants, librement élus par le peuple belge, manifesteront leur volonté, en donnant leur appui à cette proposition de loi, de ne pas s'arrêter dans cette voie, mais d'aller, malgré tout, jusqu'au but final, c'est-à-dire jusqu'à la complète justice sociale.

J. VAN CAENEGEM.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 FEBRUARI 1921.

Wetsvoorstel op het Beroepsonderwijs en de Vakopleiding.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Indien het bestaande vakonderwijs in België niet den gewenschten vooruitgang heeft gemaakt en moeizaam tred houdt met de buitenlandsche beroepsopleiding, is dat, is eerste lijn, hieraan te wijten dat geen organieke wet, die eene vaste leiding geeft en de onzekere toestanden regelt, voorhanden is.

Van sociaal economische zijde gezien, dunkt ons dat geen gunstiger tijdstip kan gekozen dan het tegenwoordige : uit de puinen van het oude Europa moet het nieuwe verrijzen ! Ongetwijfeld is de stoffelijke heropbouw wel de dringendste daar hij aan een onmiddellijk levensbehoud moet beantwoorden : *primum vivere* !

De zedelijke-verstandelijke heropbouw draagt echter, in onze meening, veel meer dan de stoffelijke, den stempel van het bestendige : hij beoogt immers, in onze opvatting, de sociaal-intellectuele gelijkheid, dus de sociale orde, zonder dewelke zelfde stoffelijke heropbouw steeds op wankelende grondvesten rusten zal. Dat de heele naoorlogsche samenleving in eene geweldige en gevaarlijke beroering blijft voortleven, is niet eerst toe te schrijven aan de stoffelijke vernieling, maar veeleer aan de sociale mistoestanden die, hoewel ze ook vóór den oorlog bestonden, door den oorlog scherper uitbleken en thans in hunne volle naaktheid voor ons liggen.

Alle Regeeringen hebben dat bevonden; alle Regeeringen hebben deswegen sociale hervormingen — de dringendste eerst — moeten doorvoeren; thans overwegen ze andere om, geleidelijk, tot een bestendig evenwicht te komen : acht-urendag, meezeggenschap in het beheer en bestuur, bedrijfsraden, aandeel in de winsten, enz.

Wij twijfelen echter zeer aan de bestendigheid dezer, in principie, zoo rechtvaardige hervormingen, indien men niet besluit tot de hervorming van het individu.

Hoe wil men b. v., door invoering van den achturendag, de concurrentie met onze geschoolde (of in schoolwording zijnde) buitenlanders volhouden, tenzij wij over evengoed geschoolde werkkrachten beschikken?

Wat zullen meezeggenschap, winstaandeelen, socialisatie uithalen wanneer de belanghebbende massa de wording en werking van die nieuwe toestanden niet begrijpt? Ze zal even sceptisch, even wantrouwend blijven tegenover haar ontwikkelde medeburgers! Sceptiscisme en wantrouwen zijn immers eigen aan onwetendheid en onbeholpenheid.

Is het, met het oog op sociale orde, niet duidelijk uitgemaakt dat de werkstakingen talrijker en heviger voorkwamen bij ongeschoolde dan wel bij geschoolde werklieden?

Voor ons is *Communism van stoffelijke goederen* steeds waan- en onzin gebleven. De Russische toestanden leveren ons het bewijs, dat het *stoffelijk communisme* de sociale wantoestanden slechts omkeert om ze in bloedige burgeroorlogen, ja tot onrechtvaardiger toestanden dan te voor, om te zetten.

Integendeel schijnt ons het *Communism van zedelijke en verstandelijke middelen*, toegediend in de volle maat der Christelijke rechtvaardigheid, de eenige echte grondslag waarop de sociale gelijkheid haar breede banen aanleggen kan en de sociale orde kan opgebouwd en bestendigd worden.

Van *financiële zijde* gezien, geven wij grif toe dat het oogenblik nu ongunstig voorkomt, nu onze thesaurie zoo erbarmelijk uitziet, nu, terecht, langs alle zijden, wordt voorgehouden: « uitgaven inkrimpen, inkomsten vermenigvuldigen! »

Zooals onze Minister van Financiën, in de Kamerzitting van 21 December 1920, heel juist deed opmerken, zijn er echter van die uitgaven die eene ware besparing daargestellen! Onder die besparing-uitgaven durven wij, in eerste lijn, diegene aanschrijven, besteed aan het volksonderwijs: De toekomst hoort aan de geschoolde naties! Wat wij nu aan volksonderwijs en -opleiding uitgeven zal, zegt de wijze Staatkundige, honderdvoudig onder vorm van volkswelvaart aan de komende geslachten worden terugbetaald.

De rechtvaardige wetgever hebbe dan ook alleen op 't oog eene onverdeelde en onbevoorrechte volkswelvaart van het nageslacht! Wij zijn wel overtuigd dat de tegenwoordige toestanden niet in eenen wenk kunnen worden omgezet: het is niet mogelijk in een paar jaren te komen tot het vernieuwde leven dat wij in ons ideaal voeren, namelijk algemeene volksontwikkeling, door algeheele verplichting van volks- en vakonderwijs. We willen echter geene middelen onbeproeft laten om, ten spoedigste, dat ideaal te benaderen, in eerbied met de gewetensvrijheid. Daarom geen verschil tusschen vrij en officieel onderwijs.

Het standpunt, waaruit wij vertrokken: « Vakonderwijs steunend op voortgezet volksonderwijs » leidt, logischerwijze, naar de bevoegdheid van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten, ter vervanging van het Ministerie van Arbeid en Nijverheid, dat meer het nijverheidsonderwijs voor had.

Steunend op de rechtmatigheid, in al dergelijke aangelegenheden, medezeggenschap te verleenen aan de belanghebbenden — zegge aan de gemeenschap —, is het niet meer dan doelmatig dat aan « Privaat georganiseerde groepen » de eerste keus worde gegeven om vakonderricht in het leven te roepen.

Ze zijn niet alleen de eerste belanghebbenden, maar begrijpen beter dan wie ook de noodzakelijkheid en het nut van dergelijk onderricht. Niet zelden nochtans wordt, van dien kant onverschilligheid aan den dag gelegd. In dat geval moet de gemeente optreden. Blijft ook deze besluiteloos, dat dan de provincie haar rol vervulle. Bij ontstentenis ook van dit bestuurlijk organisme dat, in laatsten aanleg, de Regeering den burgerplicht oplegde, daar waar elk ander initiatief te kort bleef.

Artikel 8 omschrijft de gevallen waar, na vijf jaar, een vakonderwijsgesticht moet daar staan.

Niet alleen het totaal der bevolking in een bepaalden kring, maar zelfs het getal der belanghebbenden in een beperkten kring kan tot speciaal onderwijs doen besluiten. Vandaar littera *C* van art. 8.

Volwassenen, die vroeger nooit in de gelegenheid waren zich in hun ambt te ontwikkelen, moeten insgelijks de mogelijkheid vinden van algemeene volksontwikkeling te genieten. Vandaar littera *D* in art. 8.

In de maatregelen tot spoedige invoering der verplichting zijn wij niet van een soort idealisme vrij te pleiten.

Litt. *A* tot *F*, zijn er echter slechts toe aangelegd ofwel om de subsidieerende overheid, ofwel den leerling ofwel de ouders of nog de inrichters, door geldelijk voordeel, naar verplichting aan te moedigen, zonder evenwel het mes op de keel te zetten.

De aanmoediging door littera *F* zal aan sommigen toeschijnen als eene uiting van al te sterk gekleurd anti-militarisme; toch is die maatregel heel logisch: een jongen, die het volledig vakonderwijs met vrucht volgde — ten bewijze zijn diploma — is zonder twijfel beter en sneller tot een handig soldaat op te leiden dan een niet of slecht geschoolde. Het programma laat trouwens zien dat lichaamscoëfening en burgerplicht verplichte vakken zijn van het beroeps-onderwijs. Anderen zullen ons wellicht opwerpen dat wij de nijverheid zullen ontvolken, dat de meeste nijverheidswerklieden slechts een zeer elementaire opleiding of onderwijs behoeven.

En men vroeg me wel eens: « Wie zal meid of knecht, wie zal poetser of straatveger worden »? Bij de bespreking over het verplicht lager onderwijs riep men: « Wij zullen geen koeiers meer vinden »! Die gedachte heeft uitgeleefd. Tegen dergelijke argumenten haalt men de schouders op. Ons gaat het er, in eersten aanleg, niet om de nijverheid of den nietsdoenden geldzak boven het algemeen welzijn te plaatsen. De vrijgestelden voor vakonderwijs (art. 17) en de door zifting- en rangschikking na het eerste jaar vrijkomenden (art. 20 en 21) van beide geslachten zullen, trouwens, talrijk genoeg zijn om eene talrijke schaar ruwarbeiders te vormen. Toch mogen wij verhoplen dat alle, geschoolden als min geschoolden, er heel wat beter gepolijst zullen voorkomen dan nu het geval is. En moest ons vooruitzicht onwaar blijken?... Des te beter!... Maar laat ons dan aan onze tegensprekers vragen: Wie moet onderwezen worden?... Gij alleen? Wie dan niet?... De arme kinderen?... Waarom of waarom niet?...

Het invoeren van verplicht vakonderwijs, zooals wij het opvatten, is overigens zóó geleidelijk verplichtend, dat de jonge lieden van veertien tot achttien jaar,

zelfs in de nijverheid werkzaam blijven. Ze zullen enkel 25 t. h. minder werkuren leveren maar, tijdens die uren, in kennis en behendigheid toenemen, zoodat ten slotte onze nationale nijverheid er de beste baat bij vindt.

Het ligt in onze bedoeling alle Gods- en natuurgaven op te zoeken waar ze zich ook mogen bevinden; in de hut van den armsten werkman of in de kasteelen der rijkste edellieden, in de hand of in het verstand, en, na ze te hebben ontdekt, op te leiden, en te ontwikkelen volgens bekwaamheid, aanleg en begaafdheid, in de volle maat van hunne vermogens, ten bate van den eenling en van zijn gezin, ten bate van de maatschappij, ten bate van de natie, ter eere van het menschdom.

Ten einde echter beter in hun ontwikkeling te worden opgeleid volgens hun neigingen en aanleg, lijkt het ons noodig ook « orientatiebureelen » als raadgevende lichamen in 't leven te roepen. Deze organen zullen zich tevens in betrekking stellen met de minder aangelegde leerlingen die, uit vrije beweging, in het middelbaar onderwijs zijn getreden en weldra blijken geven van onbekwaamheid. De orientatiebureelen zullen pogingen aanwenden om die leerlingen naar voor hen geschikte scholen te sturen.

In alle raden en afdelingen van het beheer van het vakschoolwezen, is het billijk dat de belanghebbenden hunne afgevaardigden bezitten. Het is noodig dat de werkgever, die de gebreken en kwade als goede neigingen der arbeiders kent, zoowel als de werknemer, die beter dan de baas de belangen van den werkersstand kent omdat hij ze meeleeft, in de organismen van beheer vertegenwoordigd weze. Dit is vooral waar in het schoolcomiteit. De stremmende factor tegen de uitbreiding van ons beroepsonderwijs is, zonder twijfel, het gemis aan voldoende leerkrachten. Ook die toestand is niet plotseling te verhelpen. Het is derhalve onontbeerlijk dat, zonder verwijl, de hand worde gelegd aan het oprichten van kweekscholen voor vakleeraars. Een paar provincies hadden, vroeger, dien nood ingezien en, deswegen, waren overgegaan tot het oprichten van normaalleergangen. Die eerste iever is, na den oorlog, gansch verdoofd en, thans nog wordt weinig belang gehecht aan het vormen van beroepsleeraars. Dat is een spijtige nalatigheid die door de wetgeving hoeft aangevuld, zonder echter het privaat initiatief in den weg te staan. Binnen twee jaar moet iedere provincie minstens op één normaalgesticht voor vakonderwijs kunnen wijzen. Bij blijvende ontstentis zal, na twee jaar, de Staat zelf die oprichting bewerkstelligen. Het is niet meer voldoende dat de beroepsleeraar zijn leeraarsambt vervulle met eene dosis boekenkennis; de vakleeraar moet een praktisch man zijn en zijn wetenschappelijke kennis niet enkel met woorden kunnen voordragen, maar ook met proeven kunnen bewijzen: De normaalscholen hebben er derhalve voor te zorgen dat in normaal vakonderwijs, de praktijk eene welgevulde en welgepaste plaats inneme. Van den leeraar hangt immers de leerling af! Hier geldt vooral « handige », praktische leeraars. Het is dan ook noodzakelijk dat de handsbekwaamheid meer soms dan de verstandsbekwaamheid in het vakonderwijs een ongewone rol vervulle. Die bekwaamheid moet de vakleeraar bewijzen door een diploma. Het zou echter onrechtvaardig blijken moesten de thans aangestelde leeraars, die meer dan twee jaren in dienst zijn en dus aan Staatstoezicht reeds tweemaal onderworpen waren, nu nog aan een examen voldoen, nu ze de theorie al heel wat

verleerd en de praktijk, niet meer als werkmán, maar wel als leeraar beoefenden. Het geldt hier een verworven recht (en dan nog wel verworven niet door voorrecht naar door ware opoffering). Om redenen van gelijkaardige waarde mag men aan de in functie zijnde vakleeraars de vrucht van hun vroeger onderwijs niet doen verliezen : hun eerste onmiddellijke wedde, hun komende verhoogingen en aanstaande pensioenen als vergoedingen moeten berekend worden in de veronderstelling dat onderhavige wet, behoudens de vooroorlogse wedde, bestond bij hunne aanstelling als vakleeraar.

Deze wetgeving heeft, wat de leeraars betreft, alleen waarde dan wanneer ze hunne toekomst en die hunner familie verzekert in evenredigheid der sociale waarde, der sociale verantwoordelijkheid, der wetenschappelijke en praktische waardigheid van de belanghebbenden. Wil men stevig vakonderwijs, men moet waardige en bekwame leeraars aanstellen. Welnu, dan is het noodig dat men rekening houde met hun rol : het vormen van handige werkers. De leeraar heeft zeker evenveel waarde als de bekwame stielman : hij moet dus evenveel verdienen en zijn toestand verzekerd zien.

Rekening houdende met de aanvangswedde van den leeraar van het lager onderwijs, zal het wel niet overdreven schijnen dat de beroepsleeraar 200 frank per jaar meer verdient dan de leeraar van lager onderwijs. Immers, geldt het een theoretisch leeraar, het is veelal een gediplomeerd onderwijzer die, boven zijn onderwijzersdiploma, nog het vakdiploma te veroveren heeft.

Geldt het een vakman van eerste gehalte, dan kan hij bij zijn jaarverdienste, buiten het vakonderwijs, minstens tot 5,000 frank doen reiken. Die aanvangswedde zou aan de vakleeraars van middelbaren en nog veel minder aan die van hooger en graad voldoening schenken; daarom zou de aanvangswedde ook wel wat hooger en wel tot 6000 frank mogen reiken.

Zelfs die wedden zouden voor weinigen, vooral voor bekwame en werkzame praktijkers, weinig aantrekkelijk schijnen; om dit te verhelpen zal het recht op ouderdomspensioen, op weduwen- en weezenpensioen en andere tegemoetkomingen van voorbijgaanden aard alle bezwaar doen verdwijnen.

Wij hebben het noodzakelijk geacht de Staatstoelagen voor beroepsonderwijs door wel aangevulde toelagen van Staat, provincie en gemeente te zien steunen mits streng toezicht te houden over het goed gebruik er van.

De tijd is voorbij dat een onderwijsgesticht van vakonderwijs moet recht gehouden (en dan nog veelal in schijn) door private milddadigheid. Dit geeft te veel aanleiding tot alle gekonkel tusschen beheer en bestuur, het tekort moet altijd aangevuld op den rug van den leeraar. Trouwens die private ondersteuning is niet bestendig, brengt verplichtingen mee en stremt de vrije handelwijze van bestuur en leeraars.

Onderhavig wetsontwerp dat nieuwe toestanden schept is, natuurlijkerwijze, onvolmaakt en, in zijn geheele, wellicht onbestendig. Vele verordeningen vooral van administratieven en huiselijken aard zijn door ministerieele of koninklijke besluiten te regelen en te wettigen. Voor ieder vakonderwijsinrichting moet een speciaal les- en uurrooster worden opgemaakt, strafbepalingen op verplichting, verordeningen en overeenkomsten betrekkelijk het leerlingwezen, zoo verscheiden

van aard en doel, moeten worden voorzien. Dit al is niet in één wetsontwerp neer te schrijven, maar wel door ministerieele en koninklijke voorschriften en besluiten.

Het overgangstijdperk moet een rechtvaardige en geleidelijke voorbereiding van oude naar nieuwe toestanden daarstellen, derwijze dat niet de minste wrijving ontsta.

Het heele stelsel, het schoolwezen als het leerlingenwezen, berust op strenge algeheele toepassing van den 4^{en} graad. Dit is de « *Conditio sine qua non* » van welgelukken van dat vakonderricht wat wij voor hebben. Welnu, om reden van financieelen aard, verwekt door de noodwendigheid, om nieuwe lokalen te bouwen, lijkt het ons billijk dat een gemeentegroep, die een centraal vakonderwijsgesticht van voldoende omvang bouwde, de lokalen kunne ter beschikking stellen van den 4^{en} graad, die tevens als voorbereidende klas van het daar aan te leeren vakonderricht zou fungeeren. Het bijzijn van de vakschoolleerlingen zou een voorbeeld zijn voor de leerlingen van den 4^{en} graad. Tevens zou dit stelsel als eene flinke bespaarnis voor iedere gemeente gelden. Die gunst moet slechts voor het overgangstijdperk gelden; in normale tijden stelt de 4^o graad de eindgraad van het lager onderwijs daar.

België heeft nooit gearzeld op den durvenden weg van vooruitgang en sociale gerechtigheid den voorpost te bekleeden. Bijzonder met het oog op zijne uitgestrekte Congo-Kolonie, waar het geen onderjukkings- maar een beschavingswerk wil voorbereiden, wil het zijne kinderen opleiden en een breed arbeidsveld openleggen. Daarom durven wij verhoppen dat de vrij gekozene vertegenwoordigers van het Belgische volk, door hunnen steun te verleen en aan dit vooruitstrevende wetsvoorstel, den wil zullen uitdrukken om, spijs alles, niet stil te staan op dien ingeslagen weg maar dien tot het einde, d. w. z. tot aan de volle sociale gerechtigheid te bewandelen.

J. VAN CAENEGEM.

BIJLAGE VAN N° 109**ANNEXE AU N° 109****Wetsvoorstel op het beroepsonderwijs
en de vakopleiding.****Proposition de loi sur l'enseignement
et l'apprentissage professionnels.****Princiep.****Principe.****EERSTE ARTIKEL.****ARTICLE PREMIER.**

Berustend op de algemeene en strenge toepassing van den 4^e graad, hebben beroepsonderwijs en vakopleiding tot grondslag het voortgezet en algemeen vormend volksonderricht en tot doel de algemeene of specifieke opleiding naar nijverheid, ambachten, landbouw, handel, mijnbouw, scheepvaart, visscherij, huishoudkunde, opvoedkunde, hand- en naaldenwerk.

Fondés sur l'application générale et rigoureuse du 4^e degré, l'enseignement et l'apprentissage professionnels ont pour base l'extension et la généralisation de l'enseignement populaire et pour but l'éducation générale ou spécialisée en vue de l'industrie, des métiers, de l'agriculture, du commerce, des exploitations minières, de la marine et de la navigation, de la pêche, des travaux de ménage manuels et des travaux de couture.

ART. 2.**ART. 2.**

Militaire opleiding en onderwijs, alsook het onderwijs dat afhankelijk is van het Ministerie van Justitie, zijn aan deze wet niet onderworpen.

L'éducation et l'enseignement militaires, ainsi que l'enseignement particulier dépendant du Ministère de la Justice ne tombent pas sous l'application de la présente loi.

ART. 3.**ART. 3.**

De bepalingen dezer wet betreffen zoowel het vakschoolstelsel als het leerlingstelsel, zoowel de dag- als de avond- en Zondagvakschool.

Les dispositions de la présente loi sont applicables aux écoles d'enseignement professionnel comme à l'apprentissage privé, aux écoles de jour comme à celles du soir et du dimanche.

Een ministerieel besluit zal al deze inrichtingen rangschikken in lageren, middelbaren en hoogerem graad.

Un arrêté ministériel classera ces différentes institutions en institutions du degré inférieur, du degré moyen et du degré supérieur.

ART. 4.

Vrij en officieel vakonderwijs en opleiding worden, van Regeeringswege, op gelijken voet gesteld, wat rechten, plichten, toezicht en ondersteuning betreft, voor zooveel in deze wet geen andere bepaling voorkomt.

ART. 5.

De moedertaal is de uitsluitende voertaal van het vakonderwijs. De indeeling van Vlaamsche en Fransche onderwijs-gestichten geschiedt, behoudens de uitzonderingen, te bepalen bij Koninklijk besluit, volgens de indeeling, door de wet voorgeschreven op het gebruik der Vlaamsche taal in bestuurszaken.

Bevoegd Ministerie.**ART. 6.**

Het vakonderwijs staat onder de bevoegdheid van het Ministerie van Wetenschappen en Kunsten.

Stichters.**ART. 7.**

Ieder bestaande vakonderwijsgesticht, dat door den Hoogen Raad voor vakonderwijs wettelijk erkend wordt, zal, door dat feit, rechtspersoonlijkheid verkrijgen.

Nieuw te stichten vakonderwijsinrichtingen kunnen rechtspersoonlijkheid verkrijgen, wanneer zij opgericht worden :

a) Door rechtspersoonlijkheid bezittende instellingen en erkende beroepsverenigingen of standgroepeerings;

ART. 4.

Pour autant que les dispositions de la présente loi n'en décident autrement, l'enseignement et l'apprentissage libre et officiel seront mis sur un pied de complète égalité, en ce qui concerne les droits et devoirs, l'inspection et les subsides officiels.

ART. 5.

La langue véhiculaire sera exclusivement la langue maternelle. La distinction entre institutions de langue flamande et celles de langue française sera, sauf les dérogations à déterminer par arrêté royal, conforme à celle établie par la loi sur l'emploi des langues en matière administrative.

Ministère compétent.**ART. 6.**

L'enseignement professionnel rentre dans les attributions du Ministère des Sciences et Arts.

Fondateurs.**ART. 7.**

Les institutions d'enseignement professionnel existantes, reconnues par le Conseil supérieur de l'enseignement technique, acquièrent de ce chef, la personnification civile.

Les institutions nouvelles peuvent acquérir la personnification civile, pourvu qu'elles soient créées par :

a) Des organisations possédant la personnification civile, des associations professionnelles ou des groupements d'intérêts reconnus ;

- b)* Door eene gemeente of eene gemeentegroep;
c) Door de provincie;
d) Door den Staat.

Alleen wanneer eerstgenoemde instellingen onvoldoende blijken of, vijf jaar na de afkondiging dezer wet, geen voldoende privaot initiatief aan den dag is gelegd, zal, in de volgorde *b*, *c* of *d*, een dier drie laatste organismen van ambtswege overgaan tot het oprichten van een vakonderwijsschool, vakleergang of werkhuis, beantwoordende aan de wenschen en noodwendigheden der streek met inachtneming der in art. 52 gestelde vereischen.

Twée of meer organismen, vermeld onder littera *a*, *b*, *c* of *d* van het onderhavig artikel, kunnen gezamenlijk tot oprichting van vakonderwijs overgaan.

**Verplichting tot oprichting
van vakonderricht.**

ART. 8.

De oprichting van minstens één onderwijsgesticht of leergang voor ieder geslacht leerlingen wordt van ambtswege verplichtend aangezien :

a) In elke nijverheidsgemeente of nijverheidscentrum, waar, binnen eenen kring van 5 kilometer straal, eene bevolking van 8,000 inwoners en meer met minstens 30 t. h. arbeidersgezinnen gehuisvest is;

b) In alle landbouweentra, waar, binnen eenen kring van 7 km. straal, eene bevolking van 10,000 inwoners en meer met minstens 40 t. h. landbouwersgezinnen gehuisvest is;

- b)* Par une commune ou un groupement de communes;
c) Par la province;
d) Par l'État.

Lorsque, dans un délai de cinq ans à partir de la promulgation de la présente loi, les organismes désignés sub littera *a* sont reconnus incapables ou insuffisants dans leur initiative privée, un des organismes *b*, *c* ou *d* procédera d'office, et ce dans l'ordre de l'énumération ci-dessus, à l'érection d'une école, de cours ou d'atelier-école, répondant aux désirs et aux nécessités de la population intéressée, en tenant compte des conditions établies par l'article 52.

Deux ou plusieurs organismes, désignés sub littera *a*, *b*, *c* ou *d* du présent article, sont autorisés à se prêter leur concours en vue de la création d'une institution d'enseignement professionnel.

**Obligation d'instituer
l'enseignement professionnel.**

ART. 8.

L'érection d'office d'au moins une institution ou cours d'éducation professionnelle pour des élèves de chacun des deux sexes, est obligatoire :

a) Dans toute commune ou dans tout centre industriel où, dans un rayon de 5 kilomètres, habite une population de 8,000 habitants et au delà, dont au moins 30 % de ménages sont réputés ouvriers;

b) Dans tout centre agricole où, dans un rayon de 7 kilomètres, habite une population de 10,000 habitants et au delà, dont au moins 40 % de ménages sont réputés agricoles;

c) In alle centra, waar, binnen eenen kring van 5 km. straal, minstens 30 familiehoofden onderwijs of opleiding naar eenzelfde vak of 50 familiehoofden algemeen voortgezet volksonderwijs of vakonderwijs vragen voor leerlingen eener kunne;

d) In alle centra, waar, binnen eenen kring van 5 km. straal, minstens 20 volwassenen eener kunne technische avond- of Zondagleergangen vragen tot opleiding naar een der doeleinden in artikel 1 aangehaald.

Maatregelen tot aanmoediging der verplichting.

ART. 9.

Op voorstel van den Hoogen Raad voor beroepsonderwijs, die voorafgaandelijk den provincialen raad voor beroepsonderwijs, den bevoegden toezichtsdienst en de betrokken schoolbeheeren raadpleegt, zal, in een bepaald schooldistrict, de wettige overheid het verplichtend vakonderwijs voor alle jongelieden van eene of van beiderlei kunne tusschen 14 en 18 jaren invoeren.

De vakschooldistricten des lands zullen, bij Koninklijk besluit omschreven worden.

ART. 10.

a) In die vakschooldistricten, waar de verplichting in voege is, zal het schoolbeheer 50 t. h. meer Staatssubsidies genieten dan datgene wat geen verplichting zag invoeren.

b) Geen bestuur, werkgever noch welkdanig ander persoon mag, tenware vrijstelling krachtens artikel 15, in

c) Dans tout centre où, dans un rayon de 5 kilomètres, au moins 30 chefs de famille demandent l'enseignement spécialisé ou au moins 50 chefs de famille demandent l'enseignement professionnel généralisé destiné aux élèves d'un des deux sexes;

d) Dans tout centre où, dans un rayon de 5 kilomètres, au moins 20 adultes d'un des deux sexes demandent des cours techniques ou professionnels du soir ou du dimanche, en vue de se perfectionner dans une des branches visées par l'article 1^{er} de la présente loi.

Mesures d'encouragement.

ART. 9.

Sur la proposition du Conseil supérieur de l'enseignement professionnel et sur avis du conseil provincial de l'enseignement professionnel, du service d'inspection compétent et des administrations scolaires intéressées, l'autorité légale instituera, dans un district scolaire déterminé, l'enseignement professionnel obligatoire pour tous les jeunes gens des deux sexes ou de l'un des deux sexes, âgés de 14 à 18 ans.

Les districts d'enseignement professionnel seront déterminés par arrêté royal.

ART. 10.

a) Dans les districts d'enseignement professionnel, où l'obligation existe, l'administration de l'école aura droit à 50 % de subsides de l'État de plus que les districts, où il n'existe pas d'obligation.

b) Sauf en cas d'exemption conformément à l'article 15, les directions, les patrons et toutes autres personnes ne

zijnen dienst nemen, werkzaam hebben of stellen :

1° Gedurende meer dan vier uren daags een jongen of meisje beneden 16 jaar;

2° Gedurende meer dan vijf uren eenen jongen tusschen 16 en 17 jaar;

3° Gedurende meer dan zes uren eenen jongen tusschen 17 en 18 jaar, tenware drager van een diploma van vakonderwijs of bewijs van vrijstelling volgens artikel 15. Desbetreffende strafbepalingen zullen door ministerieel besluit worden bekrachtigd en, vijf jaar na afkondiging dezer wet, in voege treden.

c) Geen persoon, bestuur noch werkgever mag eenig beletsel stellen aan het bijwonen eener vak- of opleidingsschool aan een jongen of meisje beneden respectievelijk 18 en 16 jaar.

d) De leerlingen, die eene verplichte vak- of opleidingsschool bijwonen, ontvangen per uur, voor het verlies van arbeidsuren door het bijwonen van vakonderricht, eene vergoeding van 50 % van hun uurloon. Die vergoeding is door eene interpatronale kas van vakloon, wier werking en regeling bij Koninklijk besluit te regelen valt, uit te betalen.

e) De leerlingen, die verplicht vakonderwijs volgen, betalen geen schoolgeld.

f) Ieder militieplichtige, drager van een diploma van volledig vakonderwijs of van een gelijkwaardig beroepsgetuigschrift, zal twee maanden minder legerdienst doen dan een militieplichtige die niet in die voorwaarden verkeert.

peuvent prendre à leur service, occuper ni faire occuper :

1° Pendant plus de quatre heures par jour, un garçon ou une fille âgés de moins de 16 ans;

2° Pendant plus de cinq heures par jour, un jeune homme âgé de 16 à 17 ans;

3° Pendant plus de six heures par jour, un jeune homme âgé de 17 à 18 ans, à moins qu'il ne soit porteur du diplôme d'enseignement professionnel ou d'un certificat d'exemption conformément à l'article 15. Les sanctions en cette matière seront déterminées par arrêté royal et deviendront applicables cinq ans après la promulgation de la présente loi.

c) Les particuliers, les directions, les patrons ne peuvent, de façon quelconque, mettre obstacle à la fréquentation d'une institution d'éducation professionnelle par des jeunes gens de moins de 18 ou des jeunes filles de moins de 16 ans.

d) Les élèves, qui suivent un enseignement professionnel obligatoire, seront, jusqu'à concurrence de 50 % de leur salaire par heure, dédommagés des heures perdues par le fait de la fréquentation scolaire. Cette indemnité sera prélevée sur une caisse interpatronale, dont le règlement et le fonctionnement seront déterminés par arrêté royal.

e) Les élèves, qui suivent un enseignement professionnel obligatoire, ne paient ni écolage ni minerval.

f) Tout milicien, porteur d'un diplôme complet d'enseignement professionnel ou d'un certificat professionnel équivalent, jouira d'une réduction du service militaire de deux mois comparativement au milicien, non porteur de semblable diplôme.

ART. 11.

De ouderdomsgrens der verplichting, aangehaald in lid *a*, *b* en *c* van artikel 10 dezer wet, is 16 jaar voor de meisjes, 18 jaar voor de jongens, tenware op vertoon van een volledig diploma van vakonderwijs of bewijs van vrijstelling volgens artikel 15, vóór dien ouderdom. Voor uitzonderlijke vakken kan die ouderdomsgrens, na verslag van den provincialen raad van het beroeps-onderwijs, gewijzigd worden.

ART. 12.

Het verplichtend onderwijs steunt op het half-dag regiem : onderwijs — praktijk en theorie — gedurende een ononderbroken gedeelte van den dag, vrij werk gedurende het overigegedeelte van den dag, zonder echter dat werkduur alleen of werkduur samen met onderrichtsduur meer dan zes uren daags bedrage. Het onderricht zal minstens 400 uren 's jaars voor leerlingen van het eerste, 350 uren voor leerlingen van het tweede, 300 uren voor leerlingen van het derde en 250 uren voor leerlingen van het vierde jaar bedragen. Zoo nochtans dat het totaal der lesuren, althans wanneer het geene middelbare ambachtsschool of hogere beroepsschool met internaat of externaat betreft, niet meer dan vier uren daags, noch meer dan vijftien uren per week draagt en dat voor het tweede jaar minstens één dag en voor het derde en vierde jaar minstens twee dagen per week vrij blijven voor werk buiten de school.

ART. 11.

La limite d'âge visée par les alinéas *a*, *b* et *c* de l'article 10 est de 16 ans pour les filles et de 18 ans pour les garçons, à moins qu'avant cet âge, ils ne produisent un diplôme d'enseignement professionnel complet ou un certificat d'exemption conformément aux prescriptions de l'article 15 de la présente loi. Pour certaines branches spéciales, un arrêté ministériel peut, sur rapport du conseil provincial de l'enseignement professionnel, modifier cette limite d'âge.

ART. 12.

L'enseignement professionnel obligatoire est basé sur le régime du demi-jour : enseignement, pratique et théorique, pendant une partie ininterrompue de la journée, travail libre pendant le reste de la journée, sans que toutefois la durée du travail seul ou celle du travail et de l'enseignement réunis dépasse six heures. L'enseignement pour les élèves de la première année comporte 400 heures par an, au moins pour les élèves de la 2^e année 350 heures par an, pour les élèves de la 3^e année 300 heures et pour les élèves de la 4^e année 250 heures par an. Toutefois, quand il ne s'agit pas d'une école technique moyenne ou d'une école professionnelle supérieure avec internat ou externat, le nombre total d'heures d'enseignement ne dépassera pas quatre heures par jour ou quinze heures par semaine; les élèves de 2^e année doivent pouvoir disposer d'au moins un jour libre et les élèves de 3^e et de 4^e année d'au moins deux jours libres par semaine, qui peuvent être consacrés au travail à l'usine ou à domicile.

Hierbij is geen sprake van avond- of Zondagleergangen.

ART. 13.

Men verstaat hier door vakonderricht dat onderwijs waar tevens theoretische lessen met praktische opleiding evenwijdig gelijktijdig gepaard gaan. Aan praktijk zullen tevens minstens zooveel lesuren worden besteed dan aan theoretisch onderwijs.

Een ministerieel besluit kan uitzonderingen afkondigen.

ART. 14.

Voor bepaald specifiek vakonderricht zal, nadat schoolbeheer en toezichtsdienst zijn gehoord, het leerprogramma door den provincialen raad van vakonderricht worden opgemaakt en, na goedkeuring van den hoogen raad, door ministerieel besluit worden afgekondigd.

Ontheffing.

ART. 15.

Zijn van de verplichting ontheven, de leerlingen van beiderlei kunne :

1° Die binnen het bestek van de bij artikel 11 voorziene ouderdomsgrens door vertoon van een wettig erkend diploma, bewijs leveren van vakbekwaamheid ;

2° Die middelbare of hogere studiën of gelijkwaardige beroepsstudiën volgen ;

3° De abnormalen die door lichaams- of geesteskrankheid, na geneeskundig onderzoek, onbekwaam worden bevonden ;

4° De niet-begaafden die, na afnemen van het eerste examen voor vakbe-

Cette disposition ne vise ni les cours du soir ni les cours du dimanche.

ART. 13.

Par enseignement professionnel aux termes de la présente loi on entend l'enseignement où la pratique marche de pair avec la théorie, l'enseignement pratique comprenant au moins autant d'heures que l'enseignement théorique.

Un arrêté ministériel peut établir des exceptions.

ART. 14.

Le programme de l'enseignement spécialisé sera arrêté par le conseil provincial de l'enseignement professionnel, la commission administrative de l'école et le service d'inspection entendus, et, après approbation du Conseil supérieur, publié par arrêté ministériel.

Dispenses.

ART. 15.

Sont exempts de l'obligation les élèves des deux sexes :

1° Qui, dans les limites d'âge prévues par l'article 11, sont porteurs d'un diplôme légal, attestant leurs capacités professionnelles ;

2° Les élèves qui font des études moyennes ou supérieures ou des études professionnelles équivalentes ;

3° Les anormaux qu'un examen médical déclare incapables au point de vue physique ou intellectuel ;

4° Les non-doués qui, après le premier examen de capacité professionnelle

kwaamheid en op verslag van den bevoegden beheer- en toezichtsdienst, onbekwaam worden verklaard om welkdanig vakonderricht nog langer met vrucht te volgen. Bemiddelde ouders kunnen echter, op eigen last en verantwoordelijkheid, hunne kinderen aan onderwijs naar vrije keuze toevertrouwen.

Werving.

ART. 16.

Bij het einde van ieder schooljaar zal ieder gemeentebestuur de lijst opmaken van alle jonge lieden van beiderlei kunne die aan de vereischten van den 4^{den} graad hebben voldaan en aldus voor vakonderwijs vatbaar zijn, er bijvoegende ouderdom en beroep der familiehoofden. Deze lijst, de school en het onderwijs aanduidende, waar ieder leerling onderwezen wierd, wordt aan het comiteit der naastbijgelegen vakschool overgemaakt, opdat het de gezinshoofden uitnoodige hunne kinderen naar beroeps-onderwijs te laten opleiden.

ART. 17.

Tot het vaststellen der vrijstelling naar vakonderricht zal jaarlijks, op bepaalde data van de maand September, een geneeskundig onderzoek plaats hebben, ten doel hebbende al de leerlingen van beiderlei kunne, na het verlaten van den 4ⁿ graad, al of niet tot vakonderricht toe te laten.

Een ministerieel besluit zal de desbetreffende voorwaarden omschrijven.

De verantwoordelijke gezinshoofden van geweigerde leerlingen kunnen echter, binnen veertien dagen na uitspraak van dit onderzoek, verzet aantekenen bij den daartoe aangestelden raad van beroep.

et sur rapport de la commission et du service d'inspection compétents, sont reconnus incapables de suivre plus longtemps avec fruit un enseignement quelconque. Toutefois les parents aisés peuvent, à leurs frais et sous leur responsabilité, confier leurs enfants aux établissements d'enseignement de leur choix.

Recrutement.

ART. 16.

A la fin de chaque année, le conseil communal dresse la liste de tous les jeunes gens des deux sexes qui ont satisfait aux obligations du 4^{me} degré et sont dès lors censés être aptes à suivre l'enseignement professionnel. Cette liste mentionne l'âge et la profession du chef de famille; elle est immédiatement adressée au comité de l'institution la plus rapprochée, pour que ce dernier invite les chefs de famille à faire suivre l'enseignement professionnel par leurs enfants.

ART. 17.

A l'effet de déterminer les exemptions en matière d'enseignement professionnel, il sera procédé chaque année, au mois de septembre, à un examen médical qui aura pour but de désigner, au sortir du 4^{me} degré, tous les élèves des deux sexes capables de suivre l'enseignement professionnel.

Les conditions requises seront déterminées par arrêté ministériel.

Les chefs de famille responsables des élèves refusés peuvent toutefois, dans les quinze jours de la décision intervenue, exercer leur recours auprès du conseil d'appel institué à cet effet.

Al de leerlingen van beiderlei kunne die, voldaan hebbende aan de voorschriften van den 4ⁿ graad, ook door voornoemde geneeskundige commissie zijn goedgekeurd, hebben toegang tot vakonderricht.

Schifting.

ART. 18.

De meest begaafde leerlingen van beiderlei kunne worden, op voorstel van bestuur en toezicht van den 4ⁿ graad, aan een bijzonder examen onderworpen en, wanneer zij aan de bij Koninklijk besluit gestelde vereischten voldoen, zullen de behoeftigen naar onderwijs van hun keuze en bekwaamheid worden toegelaten, inbegrepen middelbaar en hooger onderwijs. Daartoe zullen bijzondere studiebeurzen, te regelen naar behoefte en aanleg van den belanghebbende, ter beschikking staan.

ART. 19.

De leerlingen van beiderlei kunne hebben, na afloop van den 4ⁿ graad, vrije keuze naar het vak of beroep, waartoe zij begèeren opgeleid of onderwezen te worden. Als raadgevende lichamen zullen er bij ministerieel besluit, orientatiecommissiën tot stand komen. Eveneens zullen, op verslag van den toezichtsdienst — bestuur en leeraars gehoord, — de onbekwame leerlingen van middelbaar onderwijs, door tusschenkomst van de orientatiecommissie, naar beroeps- of handelsonderwijs of naar kunst- of vakopleiding worden gericht.

ART. 20.

In de maand Augustus van ieder jaar zal, voor de leerlingen die het eerste

Tous les élèves des deux sexes, qui, ayant satisfait aux obligations du 4^me degré, sont reconnus aptes par l'examen médical, sont admis à l'enseignement professionnel.

Triage.

ART. 18.

Sur la proposition de la direction et de l'inspection du 4^e degré, les élèves les mieux doués des deux sexes seront soumis à un examen spécial; s'ils réunissent les conditions fixées par arrêté royal, les indigents seront admis à suivre l'enseignement de leur choix, qui répond à leurs aptitudes, y compris l'enseignement moyen et supérieur. A cet effet, ils disposeront de bourses d'études spéciales, dont le montant sera déterminé suivant le degré d'indigence et les dispositions des intéressés.

ART. 19.

En sortant du 4^e degré, les élèves des deux sexes peuvent choisir librement la branche ou la profession, pour laquelle ils désirent être admis à l'apprentissage ou à l'enseignement. Des commissions consultatives d'orientation seront instituées par arrêté ministériel. De même, sur rapport du service d'inspection, la direction et les professeurs entendus, les élèves incapables de l'enseignement moyen seront dirigés, par les soins de la commission d'orientation, vers l'enseignement ou l'apprentissage professionnel, commercial ou artistique.

ART. 20.

Au mois d'août de chaque année, il sera procédé parmi les élèves des deux

studiejaar eindigen, een algemeen schiftings- en rangschikkingsexamen plaats hebben, ten doel hebbende de met hand en verstand begaafde jongelieden van beiderlei kunne te rangschikken.

De niet begaafden worden, naar luid van lid 4 van artikel 15, vrijgesteld.

De handelsbekwamen zullen, gebeurlijk verplichtend, in praktische vakkunde worden opgeleid.

De verstandsbekwamen zullen naar algemeen hooger onderwijs worden gericht.

De daartoe te vervullen voorwaarden zullen, op voorstel van den Hoogen Raad voor vakonderwijs, door een ministerieel besluit bekendgemaakt worden. Hier ook zullen bijzondere studiebeurzen ter beschikking van de onvermogene leerlingen staan.

ART. 21.

De bij de artikelen 18, 19 en 20 voorziene examens worden afgenomen door bevoegde en erkende vakmannen of opvoedkundigen, aan te duiden door den Hoogen Raad voor vakonderwijs op voorstel van den provincialen raad, dewelke voorafgaandelijk toezicht, schoolbestuur en leeraars van het betrokken onderwijsgesticht hoorde.

Die bevoegde vakmannen vormen een jury van zeven leden, waaronder drie officieele afgevaardigden : een door den Staat, een door de provincie en een door de gemeente, en vier afgevaardigden van erkende vakvereenigingen of syndicaten, namelijk : twee afgevaardigde werkgevers en twee afgevaardigde werknemers.

sexes, qui auront terminé la première année d'études, à un examen de triage et de classement général à l'effet d'établir quels sont les élèves capables au point de vue manuel et intellectuel.

Les élèves incapables seront dispensés conformément à l'alinéa 4 de l'article 15.

Les élèves capables au point de vue manuel suivront les cours professionnels pratiques.

Les élèves capables au point de vue intellectuel seront dirigés vers l'enseignement général du degré supérieur.

Les conditions à remplir à cet effet seront, sur la proposition du conseil supérieur de l'enseignement professionnel, publiées par arrêté ministériel. Des bourses d'études spéciales seront également mises à la disposition des élèves indigents.

ART. 21.

Les examens prévus aux articles 18, 19 et 20 auront lieu devant des spécialistes compétents en matière technique ou pédagogique, à désigner par le Conseil supérieur de l'enseignement professionnel sur la proposition du conseil technique provincial, l'inspection, la direction et les professeurs de l'établissement d'enseignement intéressé préalablement entendus.

Ces spécialistes compétents forment un jury composé de sept membres, notamment de trois délégués officiels nommés respectivement par l'État, la province et la commune, et de quatre délégués d'unions professionnelles reconnues ou de syndicats : deux délégués des patrons et deux délégués des ouvriers.

Hygiène.**ART. 22.**

De gezondheidswetten, toepasselijk op lager en middelbaar onderwijs, treden ook hier in voege met inachtneming van de bijzondere veiligheidswetten, die in vergelijkbare nijverheidsinrichtingen in zwang zijn. Omtrent bouwtrant, inrichting en schikking van scholen, lokalen, werkhuizen en magazijnen, hoorende bij vakonderwijsgestichten, zullen ministeriele besluiten de algemeene, evenals de bijzondere voorschriften en regelingen vastleggen.

ART. 23.

Het schoolbeheer zal, overeenkomstig de ministeriele voorschriften, leerlingen, personeel, leeraars en bestuurders tegen arbeidsongevallen, evenals tegen ziekte en invaliditeit verzekeren.

Beheer.**ART. 24.**

Tot beheer van het algemeen beroeps- onderwijs en vakopleiding worden de volgende organismen ingesteld :

- a) Een hooge technische raad, als centraal organisme;
- b) Een hooge raad van beroep voor geneeskundige aangelegenheden;
- c) Negen provinciale technische raden : een per provincie;

Hygiène.**ART. 22.**

Les prescriptions en matière d'hygiène imposées aux établissements d'enseignement primaire et moyen le sont également aux établissements d'enseignement professionnel; il y est tenu compte, en outre, des prescriptions relatives à la sûreté, en vigueur dans les établissements industriels qui peuvent y être assimilés. Des arrêtés ministériels détermineront les prescriptions et les règlements, tant généraux que spéciaux, relatifs à la bâtisse, à l'organisation et à l'aménagement des écoles, des locaux, des ateliers et des magasins dépendant des établissements d'enseignement professionnel.

ART. 23.

La commission administrative est tenue d'assurer, conformément aux prescriptions à arrêter par le Ministre; les élèves, le personnel, les professeurs et les directeurs contre les accidents du travail, de même que contre la maladie et l'invalidité.

Administration.**ART. 24.**

L'administration de l'enseignement, de l'éducation et de l'apprentissage professionnels est confiée aux organismes suivants :

- a) Un Conseil technique supérieur, fonctionnant comme organisme central;
- b) Un Conseil supérieur d'appel appelé à trancher les questions d'ordre médical;
- c) Neuf Conseils techniques provinciaux : un par province;

d) Een gemeentelijke of intercommunale technische raad;

e) Bij ontstentenis van dezen, een schoolcomiteit.

ART. 25.

De Hooge Raad samengesteld uit erkende bevoegde mannen bestaat uit vier en twintig leden, de helft vertegenwoordigers van het werkgeversselement, de helft vertegenwoordigers van het werknemersselement; voor twee derden mannen, voor een derde vrouwen, niet meer dan een vierde ministerieele beampten door den Koning aan te duiden. Iedere provincie zal er minstens eenen afgevaardigde tellen.

ART. 26.

De provinciale raad voor vakonderwijs bestaat uit twaalf leden, waaronder een derde vrouwen, aan te stellen door de Bestendige Deputatie, derwijze dat de helft de werkgevers en de helft de werknemers vertegenwoordigt en dat, in de mate van het mogelijke, de verscheidene belangrijke nijverheidstakken der provincie er in vertegenwoordigd wezen in verhouding tot hunne respectievelijke bedrijvigheid.

ART. 27.

Het mandaat en de bevoegdheid der leden van den Hoogen Raad en van den provincialen raad, alsmede de reglementen van orde dier organismen zullen bij Koninklijk besluit bekendgemaakt worden.

d) Un Conseil technique communal ou intercommunal;

e) A défaut de ce dernier, un comité scolaire.

ART. 25.

Le Conseil supérieur, composé de personnalités de compétence reconnue, comprend vingt-quatre membres, dont la moitié représente l'élément patronal et l'autre moitié l'élément ouvrier. Il est composé, à concurrence de deux tiers, d'hommes et, à concurrence d'un tiers, de femmes; le nombre de membres-fonctionnaires ministériels à désigner par le Roi ne peut dépasser le quart du nombre total des membres. Chaque province aura au moins un délégué au sein du Conseil.

ART. 26.

Le conseil provincial de l'enseignement professionnel comprend douze membres, dont un tiers composé de femmes; ces membres sont désignés par la députation permanente de telle façon que la moitié représente les patrons et l'autre moitié les ouvriers et que, dans la mesure du possible, les diverses industries importantes de la province y soient représentées proportionnellement à leur activité respective.

ART. 27.

Le mandat et la compétence du Conseil-supérieur et du conseil provincial, ainsi que les règlements d'ordre intérieur de ces organismes seront déterminés par arrêté royal.

ART. 28.

Aan iederen provincialen raad zal een geneeskundige toezichtsdienst worden gehecht. Zijne zending zal door toedoen van den Hoogen Geneeskundigen Raad van Beroep, op bevel van de Bestendige Deputatie, bekendgemaakt worden.

Een afgevaardigde van dezen geneeskundigen toezichtsdienst zal, doch enkel voor medische aangelegenheden betreffende vakonderricht, zitting nemen in den provincialen raad voor beroeps- onderwijs, bedoeld bij littera c van artikel 24.

Deze geneeskundige toezichtsdienst is onder bevoegdheid en onder last van de Bestendige Deputatie, die hem dan ook zijne zending oplegt en diens verordeningen bekendmaakt met het oog op de toepassing der gezondheidswetten in de beroepsscholen en werkhuizen voor vakopleiding bestemd.

Jaarlijks zal die geneeskundige gezondheidsdienst verslag over den algemeenen gezondheidstoestand in de scholen en werkhuizen voor vakopleiding uitbrengen.

ART. 29.

Een technische toezichtsdienst, gevoerd door officieele ambtenaren bij Koninklijk besluit genoemd, bezoekt minstens tweemaal 's jaars iedere vak-school, leergang of leerwerkhuys van beroepsonderricht.

Die ambtenaren brengen jaarlijks verslag uit over orde, zede- en zindelijkheid, leer-, onderwijs- en opleidingsmethode, over vooruitgang en gebeurlijke te nemen maatregelen.

Hunne aanstelling, afstelling, inbeschikbaarheidsstelling, schorsing, be-

ART. 28.

Un service d'inspection médicale est adjoint à chaque conseil provincial. Ses attributions sont arrêtées par le Conseil médical supérieur d'appel, sur l'ordre de la Députation permanente.

Un délégué de ce service d'inspection médicale assistera aux séances du conseil provincial de l'enseignement professionnel, prévu au littéra c de l'article 24, chaque fois qu'il s'agira de questions d'ordre médical relatives à l'enseignement professionnel.

Ce service d'inspection médicale est subordonné à la Députation permanente, qui règle ses attributions et arrête ses règlements en vue de l'application des prescriptions relatives à l'hygiène des écoles professionnelles et des ateliers d'apprentissage.

Chaque année, il fera rapport sur la situation générale, au point de vue de l'hygiène, des écoles et des ateliers d'apprentissage.

ART. 29.

Un service d'inspection technique, confié à des fonctionnaires nommés par arrêté royal, visitera chaque année, au moins deux fois, les écoles, les cours ou les ateliers d'enseignement ou d'éducation professionnelles.

Chaque année, ils font rapport sur l'ordre, la moralité, la discipline, l'hygiène, les méthodes d'enseignement et d'éducation, les progrès à réaliser et les mesures à prendre éventuellement.

Ces fonctionnaires sont nommés, suspendus, mis en disponibilité et révo-

voegdheid, wedde en pensioen worden bij Koninklijk besluit geregeld.

ART. 30.

Een rekenplichtige contrôledienst, insgelijks bij Koninklijk besluit benoemd en geregeld, brengt jaarlijks verslag uit over den financiëleen toestand van het vakonderwijs in 't algemeen, het regelmatig gebruik der toegekende toelagen, de voldoende uitbetaling van leeraars en personeel in elke vakonderwijsinrichting, alsmede over alle andere zaken die het vakonderwijstaanbelangen.

ART. 31.

Iedere vakschool, leergang- of leerwerkhuis wordt beheerd door een schoolcomiteit, bestaande uit vakmannen, de helft werkgevers, de helft werknemers.

Dezeschoolcomiteiten zullen minstens tweemaal 's jaars vergaderen en jaarlijks een bondig verslag over den algemeenen toestand hunner school, onder oogpunt van stoffelijke, zedelijke en financiële aangelegenheden, aan den provinciaalen raad voor beroepsonderwijs en vakopleiding uitbrengen.

Leerkrachten.

ART. 32.

Tot het voorbereiden van technische leeraars moet in iedere provincie, binnen twee jaar na afkondiging dezer wet, worden overgegaan tot het oprichten van minstens ééne normaalschool of normaalleergangen, beantwoordende,

qués par arrêté royal; leurs attributions, leur traitement et leur pension sont également réglés par arrêté royal.

ART. 30.

Un service de contrôle et de comptabilité, également nommé et réglé par arrêté royal, fait annuellement rapport sur la situation financière de l'enseignement professionnel, dans son ensemble, sur l'usage régulier des subsides alloués, sur le paiement régulier des professeurs et du personnel dans chaque établissement d'enseignement professionnel, ainsi que sur toute autre question intéressant cet enseignement.

ART. 31.

Les écoles professionnelles et les cours ou ateliers d'apprentissage sont administrés par un comité scolaire composé de spécialistes, dont la moitié est recrutée parmi les patrons et l'autre moitié parmi les ouvriers.

Ces comités scolaires se réunissent au moins deux fois par an et adresseront annuellement au conseil provincial de l'enseignement et de l'apprentissage professionnels un rapport succinct sur la situation générale de leur école au point de vue matériel, moral et financier.

Personnel enseignant.

ART. 32.

En vue de la formation de professeurs d'enseignement technique, chaque province est tenue d'ériger, dans les deux années qui suivent la promulgation de la présente loi, au moins une école normale ou des cours normaux, rem-

onder oogpunt van opvoedkunde, techniek, leerplan en lesrooster, aan de door den Hoogen Raad voor beroepsonderwijs uitgewerkte en door ministerieel besluit afgekondigde voorschriften.

Het initiatief dezer inrichting ligt, in eerste lijn, in de hand der private organismen.

Die normaalleergangen zullen minstens driehonderd lesuren omvatten, theorie en practijk evenwijdig en gelijktijdig aanleerend.

De Bestendige Deputatie stelt de reglementen van orde vast, benoemt de leeraars en zet ze af, bepaalt hun wedde, bevordering, schorsing en voorziet in hunne vervanging. De last dezer inrichting weegt op de Provinciale Begrooting.

In afwachting dat deze normaalleergangen tot stand komen en hun uitwerksel vatbaar zij, zal een ministerieel besluit de onderwijsgestichten rangschikken welke dergelijke diplomas, tijdens eene overgangsperiode van vijf jaren na afkondiging dezer wet, geldig kunnen afleveren. Tevens zal een middenjury gelast worden om, in de maand Augustus van ieder jaar, dergelijke diplomas af te leveren. Het programma van dit examen, alsmede de vereischten tot toelating zullen door een ministerieel rondschrjven bekendgemaakt worden.

ART. 33.

Om leeraar of lesgever aan een vakonderwijs te worden, moet men :

plissant les conditions au point de vue pédagogique et technique, ainsi qu'au point de vue du programme et des heures d'enseignement, telles qu'elles sont arrêtées par le Conseil supérieur de l'enseignement professionnel et publiées par arrêté ministériel.

Il appartient aux organismes privés, en premier lieu, de prendre l'initiative de cette érection.

Les dits cours normaux comportent au moins trois cents heures d'enseignement; la théorie et la pratique y seront enseignées en même temps et dans la même mesure.

La Députation permanente arrête les règlements d'ordre intérieur, nomme et révoque les professeurs, fixe leur traitement, ainsi que les conditions de leur promotion et de leur suspension et pourvoit à leur remplacement. Les frais de cette institution sont à charge du Budget provincial.

En attendant que ces cours normaux soient institués et produisent leurs effets, un arrêté ministériel déterminera les établissements d'enseignement autorisés à délivrer des diplômes d'enseignement professionnel pendant une période transitoire de cinq ans à partir de la publication de la présente loi. En outre, un jury central sera chargé de délivrer des diplômes semblables dans le cours du mois d'août de chaque année. Le programme de cet examen, ainsi que les conditions d'admission seront publiés par circulaire ministérielle.

ART. 33.

Tout professeur ou chargé de cours à un établissement d'enseignement professionnel doit satisfaire aux conditions suivantes :

1^o Belg zijn of de groote naturalisatie hebben ontvangen ;

2^o Van goed gedrag en zeden zijn ;

3^o De burgerlijke en politieke rechten genieten ;

4^o Drager zijn van een geneeskundig getuigschrift dat de lichamelijke bekwaamheid vaststelt. Alleen oorlogsinvaliden maken uitzondering ;

5^o Drager zijn van een vakbekwaamheidsdiploma, althans minstens in het vak of de vakken waarin de leeraar doceert. Dit diploma moet door den Hoogen Raad en door den Minister van Kunsten en Wetenschappen worden goedgekeurd en de aanduiding van graad — lagere, middelbare of hogere — behelzen ;

6^o Minstens 20 jaar en hoogstens 45 jaar oud zijn en, voor praktische vakken, minstens twee jaar vruchtbare praktijk voor zich hebben.

Blijven van deze vereischten uitgesloten de bij het afkondigen dezer wet sinds minstens twee jaar in functie zijnde vakleeraars, die als beroepsleeraars bekend staan en als zoodanig bezoldigd worden. De anderen kunnen, binnen twee jaar, hun wettig diploma verwerven.

ART. 34.

De vakleeraars aan provinciale vakscholen worden door de Bestendige Deputatie, die der gemeentevakscholen door den gemeenteraad, die der privaatvakscholen door het schoolcomité aangesteld. De benoeming wordt echter goedgekeurd door den Minister van Wetenschappen en Kunsten — schoolbeheer en schooltoezicht gehoord.

1^o Être Belge de naissance ou avoir obtenu la grande naturalisation ;

2^o Être de bonne conduite, vie et mœurs ;

3^o Jouir de ses droits civils et politiques ;

4^o Être porteur d'un certificat médical attestant ses capacités et aptitudes physiques. Cette disposition n'est pas applicable aux invalides de la guerre ;

5^o Être porteur d'un diplôme de capacité professionnelle, tout au moins en ce qui concerne la branche que le professeur enseigne. Ce diplôme doit être approuvé par le Conseil supérieur et par le Ministre des Sciences et des Arts ; il mentionnera le degré — primaire, moyen ou supérieur ;

6^o Être âgé de 20 ans au moins et de 45 ans au plus et, pour les branches pratiques, avoir pratiqué utilement pendant au moins deux ans.

Sont dispensés de ces conditions, les professeurs techniques en fonctions depuis au moins deux ans au moment de la promulgation de la présente loi, qui sont connus et rémunérés comme tels. Aux autres professeurs il est accordé un délai de deux ans pour obtenir le diplôme légal.

ART. 34.

Les professeurs des établissements provinciaux, communaux et privés d'enseignement professionnel sont nommés respectivement par la Députation permanente, par le conseil communal et par le comité scolaire. Toutefois, la nomination est soumise à l'approbation du Ministre des Sciences et des Arts, l'administration de l'établissement et l'inspection scolaire entendus.

De inbeschikbaarheidsstelling, schorsing, vervanging en afstelling behooren tot het bevoegd ministerie — schoolbeheer en toezicht gehoord.

ART. 35.

Geene aanstelling is wettig tenzij na publieken oproep in het *Staatsblad*, in twee dagbladen en in drie provincieweekbladen met acht dagen tusschenruimte; de laatste bekendmaking moet minstens acht dagen vóór de officieele benoeming geschieden.

ART. 36.

De benoeming wordt slechts als definitief aangezien na twee jaren proeftijd. Voor weddeverhooging en bevordering evenals voor pensionneering wordt deze proeftijd in aanmerking genomen.

Dezelfde regel geldt voor al de bij afkondiging dezer wet in dienst zijnde vakleeraars: de verloopende onderwijsjaren zijn van tel. De jaren, die de vakleeraar in eene strijdende eenheid doorbracht, worden dubbel gerekend. De dienstjaren, in een ander onderwijsgesticht van lagere, middelbare of hogere graad doorgebracht, komen in aanmerking, rekening houdende met de waarde der diploma's en de vroeger toegekende wedden.

ART. 37.

De ononderbroken bediening van vakleeraar aan eene dagschool van beroepsonderwijs of vakopleiding wordt als officieele bediening aangezien en stelt, als dusdanig, een vast ambt daar.

La mise en disponibilité, la suspension, le remplacement et la révocation appartiennent au ministère compétent, l'administration de l'école et le service d'inspection entendus.

ART. 35.

Aucune nomination ne sera reconnue légale, si elle n'a été précédée de publications dans le *Moniteur*, dans deux journaux quotidiens et dans trois journaux hebdomadaires locaux à un intervalle de huit jours; la dernière publication se fera au moins huit jours avant la nomination officielle.

ART. 36.

La nomination ne devient définitive qu'après un stage de deux ans. Cette période compte pour les augmentations de traitement, les promotions et les pensions.

Il en est de même des années de service passées dans l'enseignement par les professeurs techniques en fonctions au moment de la promulgation de la présente loi. Les années passées par le professeur technique dans une unité combattante comptent double. Il est tenu compte également des années de service passées dans un autre établissement d'enseignement primaire, moyen ou supérieur, en ayant égard en même temps au degré des diplômes et aux traitements antérieurs.

ART. 37.

Les fonctions de professeur d'enseignement, d'éducation ou d'apprentissage professionnels, exercées sans interruption dans une école de jour, sont considérées comme fonctions publiques et participent du caractère de celles-ci.

ART. 38.

De aanvangswedden van bestuurders, leeraars en personeel van vakonderwijs worden bepaald naar onderstaanden loonrooster en uitbetaald door den agent der Openbare Schatkist, zooals dit voor de leeraars van middelbaar onderwijs geschiedt.

De gewone vakleeraars genieten eene aanvangswedde van 5,000 frank tot 6,000 frank volgens den graad en de rangschikking van het bij artikel 33 bedoeld bekwaamheidsdiploma.

Voor de hoogeschoolgediplomeerden is die wedde bepaald op 7,000 frank.

Het bedrag der gezinsvergoeding voor elk minderjarig kind wordt vastgesteld op 200 frank 's jaars. Deze vergoeding kan slechts voor een der gezinshoofden verleend worden.

Bijzondere leeraars, mits zij voldoen aan de vereischten van het leeraarschap van vakonderwijs, zullen een jaarlijksche vergoeding van 350 tot 450 frank, volgens den graad, voor eene uur les per week ontvangen.

Voor de hoogeschoolgediplomeerden wordt deze vergoeding gebracht op 500 frank.

Deze vergoedingen kunnen verhoogd worden met tien tweejaarlijksche verhoogingen van 10 % der aanvangsvergoeding.

De wereldlijke en de alleen levende geestelijke onderwijzers zullen tien tweejaarlijksche verhoogingen van 500 frank genieten tot een maximum van 11,000 frank, de geestelijke in gemeenschap levende leeraars tot een maximum van 8,000 frank.

De hoogeschoolgediplomeerden, die van het vakleeraarschap hun vaste en

ART. 38.

Les traitements de base des directeurs, professeurs et du personnel de l'enseignement technique sont fixés conformément au barème ci-dessous; ils sont payés par l'agent du Trésor dans les mêmes conditions que les traitements des professeurs d'enseignement moyen.

Les professeurs techniques ordinaires jouissent d'un traitement initial de 5,000 à 6,000 francs, suivant le degré et le classement du diplôme de capacité prévu à l'article 33.

Pour les porteurs d'un diplôme universitaire, ce traitement est fixé à 7,000 francs.

Il leur sera alloué, à titre d'indemnité familiale, une somme de 200 francs par an et par enfant mineur. Cette allocation n'est accordée qu'à un des conjoints, si ceux-ci sont tous deux professeurs.

Les professeurs spéciaux, remplissant les conditions requises pour l'enseignement technique, reçoivent une indemnité annuelle de 350 à 450 francs, suivant le degré, par heure-semaine de cours.

Pour les porteurs d'un diplôme universitaire, cette indemnité est portée à 500 francs.

Ces indemnités sont susceptibles de dix augmentations biennales, égales à 10 % de l'indemnité initiale.

Il est alloué dix augmentations biennales de 500 francs aux professeurs laïcs et aux professeurs religieux ne vivant pas en communauté, jusqu'à ce qu'ils aient atteint un maximum de 11,000 francs, et aux professeurs vivant en communauté, jusqu'à ce qu'ils aient atteint un maximum de 8,000 francs.

Les porteurs d'un diplôme universitaire, qui s'occupent exclusivement de

eenige bediening maken, ontvangen twee jaarlijksche verhoogingen van 700 frank tot een maximum van 14,000 frank. Vrouwelijke en mannelijke onderwijzers worden op gelijken voet geplaatst.

ART. 39.

Het verantwoordelijke schoolhoofd eener dagschool geniet, benevens de hoogste leeraarswedde, eene bestuursvergoeding van 1,200 frank s' jaars met drie tweejaarlijksche verhoogingen van 100 frank.

De verantwoordelijke rekenplichtige, gekozen onder de leeraars, geniet eene jaarlijksche vergoeding van hoogstens 800 frank.

ART. 40.

Ieder, bij ministerieel besluit aan te duiden diploma, geeft recht op eene bijkomende jaarvergoeding van 100 tot 300 frank, volgens ministerieele rangschikking.

ART. 41.

De leeraars van avond- en Zondagsvakscholen of -leergangen genieten eene jaarlijksche vergoeding van 350 tot 450 frank, volgens den graad, voor een uur les per week.

De verantwoordelijke bestuurders genieten, benevens de hoogste leeraarswedde, eene jaarlijksche vergoeding van 500 tot 1,200 frank, volgens ministerieele rangschikking.

Hoogeschoolgediplomeerden genieten eene jaarlijksche vergoeding van 500 frank voor eene uur les per week.

L'enseignement professionnel, ont droit à deux augmentations biennales de 700 francs, jusqu'à ce qu'ils aient atteint un maximum de 14,000 francs. Les professeurs du sexe féminin sont traités sur le même pied que les professeurs du sexe masculin.

ART 39.

Outre le traitement maximum de professeur, le directeur responsable d'une école de jour jouira d'une indemnité de direction de 1,200 francs par an, susceptible de trois augmentations biennales de 100 francs.

Le comptable responsable, désigné parmi les professeurs, jouit d'une indemnité annuelle de 800 francs maximum.

ART. 40.

Les diplômes spécialement désignés par arrêté ministériel donnent droit à une indemnité supplémentaire de 100 à 300 francs, suivant le classement adopté par le Ministre.

ART. 41.

Les professeurs des écoles ou des cours du soir et du dimanche reçoivent une indemnité annuelle de 350 à 450 francs, suivant le degré, par heure-semaine de cours.

Outre le traitement maximum de professeur, les directeurs responsables jouissent d'une indemnité annuelle de 500 à 1,200 francs, suivant le classement adopté par le Ministre.

Les porteurs d'un diplôme universitaire jouissent d'une indemnité annuelle de 500 francs par heure-semaine de cours.

Al deze leeraars bekomen tien tweejaarlijksche verhoogingen gelijk aan 10 % van hunne aanvangswedde, per weekuur berekend.

ART. 42.

Er wordt aan bestuurders, leeraars en personeel van beroepsonderwijs en vakopleiding, doccerende aan dagvakscholen, een duurtetoeslag en eene woonstvergoeding toegestaan zooals aan de onderwijzers van het lager onderwijs, volgens de schoolwet van 26 Augustus 1920. Dit geldt ook voor nijverheidsscholen, wanneer de bestuurder of leeraar van het vakonderwijs zijn cenig of hoofdberoep vormt.

ART. 43.

De vastbenoemde vakleeraars van beiderlei kunne hebben recht op pensioen na vijf en dertig jaren dienst en, in elk geval, op den ouderdom van 60 jaar. Hunne weduwen en minderjarige weezen kunnen eveneens op pensioen aanspraak maken.

Die pensioenen worden berekend volgens de voorschriften van artikel 3 der pensioenwet van 11 Juni 1920 toepasselijk op het onderwijzend personeel, met inachtneming van het invoege treden dezer wet, verondersteld 1 Januari 1921.

Al de andere voorschriften der bestaande pensioenwetten betreffende het onderwijzend personeel van den middelbaren graad zullen ook, in den voordeeligsten zin, toegepast worden op de vakleeraars van beiderlei kunne.

ART. 44.

De met ziekverlof of op verplichte

Tous ces professeurs ont droit à dix augmentations biennales égales à 10 % de leur traitement initial calculé par heure-semaine.

ART. 42.

Il est alloué aux directeurs, aux professeurs et au personnel de l'enseignement professionnel et de l'apprentissage technique une indemnité de vie chère et une indemnité de logement dans les conditions fixées par la loi du 26 août 1920 pour les instituteurs de l'enseignement primaire. Cette disposition est applicable aux écoles industrielles, lorsque le directeur ou le professeur s'occupent exclusivement à l'enseignement professionnel.

ART. 43.

Les professeurs des deux sexes, nommés à titre définitif, ont droit à une pension après trente cinq ans de service et, en tout cas, à l'âge de 60 ans. Leurs veuves et leurs enfants mineurs ont également droit à une pension.

Ces pensions sont calculées conformément aux prescriptions de l'article 3 de la loi sur les pensions, du 11 juin 1920, applicable au personnel enseignant, en tenant compte de la date présumée d'entrée en vigueur de la présente loi, notamment le 1^{er} janvier 1921.

Toutes les autres prescriptions des lois sur les pensions actuellement en vigueur, relatives au personnel enseignant du degré moyen, sont également applicables, dans les conditions les plus favorables, aux professeurs techniques des deux sexes.

ART. 44.

Les professeurs en congé de maladie

reis zijnde vakleeraars blijven, voor den duur hunner afwezigheid, volle loon genieten.

De plaatsvervangende leeraar ontvangt de helft der wedde van den afwezige als buitengewone vergoeding.

ART. 45.

Vastbenoemde vakleeraars van dag-scholen genieten twee maanden verlof 's jaars. De verloven der andere vakleeraars zijn te regelen door het bevoegd schoolbeheer.

Het maximum getal lesuren per week mag hoogstens 25 uren bedragen voor theoretische, 30 uren voor praktische leergangen.

ART. 46.

Gediplomeerde vakleeraars, wier diploma aan een af te kondigen Koninklijk besluit beantwoordt, zijn vrij van allen militairen dienstplicht.

ART. 47.

De wedden van en vergoedingen aan het overige personeel der school worden geregeld door het schoolcomité en goedgekeurd door den toezichtsdienst.

ART. 48.

De niet verplichtende vakscholen kunnen een schoolgeld heffen, dat echter, in geen geval, de gemiddelde onkosten per leerling ooit overschrijden mag.

ou de convalescence ou en mission d'étude continueront à jouir de leur traitement ou de leur indemnité.

Les remplaçants ou intérimaires toucheront, comme indemnité extraordinaire, la moitié de l'indemnité du professeur absent.

ART. 45.

Les professeurs techniques d'une école de jour, nommés à titre définitif, ont droit à deux mois de congé par an. Les congés des autres professeurs techniques sont réglés par la commission administrative de l'école.

Le nombre d'heures de cours par semaine ne peut dépasser vingt-cinq heures pour les cours théoriques et trente heures pour les cours pratiques.

ART. 46.

Les professeurs d'enseignement professionnel, porteurs d'un diplôme conforme à l'arrêté royal publié à cet effet, sont dispensés du service militaire.

ART. 47.

Les traitements et indemnités du personnel non enseignant de l'établissement seront réglés par le comité de l'école, sous approbation du service d'inspection.

ART. 48.

Les établissements d'enseignement professionnel non obligatoire peuvent percevoir un minerval; celui-ci ne peut, en aucun cas, dépasser la dépense moyenne par élève dans cet établissement.

ART. 49.

De Staatstoelagen zijn te onderscheiden in gewone en buitengewone toelagen en, als zoodanig, in de begrootingen der schoolinrichting te vermelden.

Gewone toelagen :

a) Wedden, vergoedingen en pensioenen van bestuurder, leeraars en personeel;

b) Onderhoudskosten voor gebouwen, lokalen, verwarming, verlichting, voorziening van water- en krachtverbruik;

c) Kosten voor aankopen onderhoud van schoolmeubelen, getuig en werktuig, modellen, leer- en hulpmiddelen voor theoretisch, aanschouwelijk en praktisch onderricht;

d) Kosten voor aankoop van grondstoffen, voor drukwerk en papier, voor wetenschappelijke en andere niet politieke aankondigingen, uitgaven van prijsuitreikingen en tentoonstellingen van het schoolwerk;

e) Tegemoetkoming aan onvermogene leerlingen die, zonder hulp, geen vakonderwijs zouden kunnen bijwonen;

f) Uitzonderlijke premien aan leeraars die zich bijzonder verdienstelijk maakten in zake vakonderwijs.

Buitengewone toelagen :

a) Onkosten voor gebouwen en uitbreiding van lokalen, werkhuizen of magazijnen;

b) Aankoop van machines en werktuigen;

c) Uitgaven voor oprichting en uitbreiding van boekerijen en musea;

d) Uitgaven voor uitstapjes van leerlingen en personeel met het oog op technische ontwikkeling.

ART. 49.

Les subsides de l'État se divisent en subsides ordinaires et extraordinaires et doivent être inscrits aux budgets de l'établissement.

Subsides ordinaires :

a) Traitements, indemnités et pensions du directeur, des professeurs et du personnel;

b) Frais d'entretien des bâtiments, des locaux, chauffage, éclairage, eau, gaz et dépense d'énergie;

c) Frais d'achat et d'entretien d'ameublement, de matériel et d'outillage, de modèles, de matériel didactique pour l'enseignement théorique et pratique;

d) Frais d'achat des matières premières, papier, frais d'impression et d'annonces sans caractère politique faites en vue de divulguer l'enseignement professionnel, frais de distributions de prix et d'expositions des ouvrages des élèves;

e) Allocations aux élèves indigents qui, sans secours, ne pourraient suivre l'enseignement professionnel;

f) Primes exceptionnelles aux professeurs qui ont spécialement rendu service à l'enseignement professionnel.

Subsides extraordinaires :

a) Frais de construction de bâtiments, d'extension des locaux, ateliers ou magasins;

b) Frais d'achat de machines motrices et de machines-outils;

c) Frais de création et d'extension de bibliothèques et musées;

d) Frais des excursions des élèves et du personnel en vue du développement de l'enseignement technique.

ART. 50.

Aan gewoon niet verplichtend vak-
onderricht worden de volgende toelagen
toegekend :

Maximum : 40 % Staatstoelagen.

Minimum : 30 % Provincietoelagen.

Minimum : 10 % Gemeentetoelagen.

De buitengewone toelagen worden
gedekt als volgt :

1° Voor bestaande gebouwen, ma-
chines, enz. :

Maximum : 40 % Staatstoelagen.

Minimum : 30 % Provincietoelagen.

Minimum : 20 % Gemeentetoelagen.

2° Voor nieuwe gebouwen, enz. :

Maximum : 60 % Staatstoelagen.

Minimum : 25 % Provincietoelagen.

Minimum : 10 % Gemeentetoelagen.

Al deze percentsgewijze aangeduide
toelagen hebben betrekking op de netto-
onkosten en uitgaven, mits deze waar en
echt verklaard zijn.

ART. 51.

De goederen van de vakschoolinrich-
tingen zijn vrij van lasten en taksen.
Zij blijven eigendom van de subsidiee-
rende machten, ten beloope van hunne
totaal bijgebrachte toelagen.

ART. 50.

Les subsides suivants seront alloués
à l'enseignement professionnel non
obligatoire :

Maximum : 40 % de subsides de
l'État ;

Minimum : 30 % de subsides pro-
vinciaux ;

Minimum : 10 % de subsides com-
munaux.

Les subsides extraordinaires seront
couverts comme suit :

1° Pour les bâtiments existants,
machines, etc. :

Maximum : 40 % de subsides de
l'État ;

Minimum : 30 % de subsides pro-
vinciaux ;

Minimum : 20 % de subsides com-
munaux ;

2° Pour les bâtiments nouveaux, etc. :

Maximum : 60 % de subsides de
l'État ;

Minimum : 25 % de subsides pro-
vinciaux ;

Minimum : 10 % de subsides com-
munaux.

Tous ces subsides exprimés en % se
rapportent aux recettes et dépenses
nettes, déclarées exactes et véritables.

ART. 51.

Les biens des établissements d'ensei-
gnement professionnel sont exempts de
tout impôt et de toute taxe. Ils restent
la propriété des pouvoirs qui allouent
des subsides, jusqu'à concurrence du
montant total de ces subsides.

ART. 52.

Ten einde de bij artikel 50 opgesomde toelagen te kunnen genieten, moet aan de volgende vereischten voldaan zijn :

a) Zich onderwerpen aan het toezicht der subsidicerende machten en dezer bevelen en voorschriften stipt naleven;

b) Ter beschikking van de leerlingen stellen lokalen, werkhuizen, klassen, gerief en getuig, die beantwoorden aan de desbetreffende af te kondigen ministerieele en Koninklijke-besluiten;

c) Beheer en personeel moeten voldoen aan de bekwaamheidsvoorschriften dezer wet;

d) Het algemeen leerprogramma en den lesrooster volgen;

e) Geen beletsel stellen, noch bedreiging noch druk uitoefenen op de gezindte der leerlingen, noch ze om hunne gezindte uitsluiten of benadeelen;

f) Instaan voor het behoud der goede zeden.

ART. 53.

Een ministerieel besluit zal de wijze voorschrijven, waarop de begrootingen van inkomsten en uitgaven dienen te worden opgemaakt tot het vaststellen van netto- als bruto-inkomsten en uitgaven.

ART. 54.

De algemeene, alsmede de bijzondere leerplan en lesrooster zullen bij Koninklijk besluit bekendgemaakt worden.

ART. 55.

In de vakschooldistricten, waar verplichting bestaat, zal een Koninklijk

ART. 52.

Les conditions requises pour pouvoir jouir des subsides prévus à l'article 50, sont les suivantes :

a) Se soumettre à l'inspection des pouvoirs qui allouent des subsides, et se conformer à leurs prescriptions et règlements;

b) Mettre à la disposition des élèves les locaux, les ateliers, les classes, le matériel et l'outillage remplissant les conditions à établir par des arrêtés ministériels et royaux;

c) L'administration et le personnel doivent satisfaire aux conditions de capacité établies par la présente loi;

d) Suivre le programme général de l'enseignement et des cours;

e) S'abstenir de heurter les convictions des élèves, s'abstenir de menace ou de pression quelconque, éviter de les exclure ou de les désavantager en raison de leurs convictions;

f) Garantir le maintien de la moralité.

ART. 53.

Un arrêté ministériel déterminera le mode de formation des budgets des recettes et dépenses de façon à établir et à distinguer les recettes et les dépenses nettes et brutes.

ART. 54.

Le programme général et le programme spécial de l'enseignement et des cours seront déterminés par arrêté royal.

ART. 55.

Dans les districts d'enseignement professionnel, où cet enseignement est

besluit de strafbepalingen bekrachtigen.

obligatoire, un arrêté royal approuvera les sanctions.

Art. 56.

In het overgangstijdperk zullen de gemeentelijke, evenals de intercommunale dagvakscholen machtiging ontvangen om den 4^e graad als voorbereidende klas der vakschool in te richten.

De leerlingen, die deze 4^e graadinrichting volgen, voldoen aan de vereischten der desbetreffende schoolwet.

**Algemeene lesrooster
voor dagscholen.**

Art. 57.

In de vakonderwijsgestichten, die als dagscholen erkend zijn, stellen de volgende vakken het minimum-programma daar :

Moedertaal, gezondheidsleer, rekenen, teekenen, natuurkunde, boekhouden, staatshuishoudkunde, burgerplicht, vakkunde hunnen stiel betreffende, beroeps hygiëne. Het schoolbeheer is gemachtigd eenen leergang van godsdienst en zedenleer of van begrippen der zedenleer in het programma der vakschoolleergangen neer te schrijven.

Daarenboven :

a) Voor jongens-vakscholen :

Nijverheidsgeschiedenis en aardrijkskunde, turnen en lichaams oefenen. Bezoek aan werven en werkhuizen.

b) Voor meisjesscholen :

Algemeene huishoudkunde, kinder-

Art. 56.

Pendant la période transitoire, les écoles professionnelles de jour, soit communales, soit intercommunales, seront autorisées à organiser le 4^e degré comme classe préparatoire à l'enseignement professionnel.

Les élèves, ayant suivi ce 4^e degré, auront satisfait aux prescriptions de la loi relative au 4^e degré.

**Programme général
d'enseignement
pour les écoles de jour.**

Art. 57.

Dans les écoles professionnelles reconnues comme écoles de jour, le programme minimum comprend les branches suivantes :

Langue maternelle, hygiène, arithmétique, dessin, physique, comptabilité, économie politique, devoir civique, connaissance professionnelle propre au métier exercé, hygiène professionnelle. L'administration de l'école est autorisée à inscrire au programme des cours un cours de religion et de morale ou de notions de morale.

En outre :

a) Dans les écoles professionnelles pour garçons :

Histoire industrielle et géographie industrielle, gymnastique et exercices corporels, visite de chantiers et d'usines ;

b) Dans les écoles pour filles :

Économie domestique générale, édu-

opvoedkunde, handelsrekenen en naaiwerk.

c) Voor handelsonderwijs bestemd voor beide geslachten :

De tweede landstaal, Engelsch en Duitsch, nijverheidsgeschiedenis en aardrijkskunde, handelsrekenen en bankwezen, snelschrift en vingerschrift.

Leerlingwezen.

Art. 58.

Rechtspersoonlijkheid bezittende instellingen, vermeld onder litt. a van artikel 7 dezer wet, zijn, vooral ten bate van die leerlingen wier woonst te ver van bestaande vakonderwijs- of opleidingsgestichten gelegen is, gemachtigd overeenkomsten aan te gaan met vaklieden, meestersgasten, werkbazen, fabriekbestuurders of dergelijken, met het oog op vakonderwijs of opleiding van eenen of meer leerlingen, jongens of meisjes.

Art. 59.

De openbare machten zullen, mits goedkeuring van den toezichtsdienst en van den technischen provincialendienst, toelagen verleen en volgens de bepalingen van artikel 50 dezer wet.

De inhoud en draagkracht van bij artikel 58 bedoelde overeenkomst, alsook de wederkeerbare verplichtingen, vergoeding, voorwaarden en opzeg, worden door ministerieel besluit afgekondigd.

cation des enfants, arithmétique commerciale et travaux de couture ;

c) Dans l'enseignement commercial destiné aux deux sexes :

Seconde langue nationale, langues anglaise et allemande, histoire industrielle, géographie industrielle, arithmétique commerciale et banques, sténographie et dactylographie.

Apprentissage.

Art. 58.

Les institutions, prévues au litt. a de l'article 7 et jouissant de la personification civile, sont autorisées à conclure, surtout au profit des élèves dont la demeure est trop éloignée des établissements d'enseignement ou d'éducation professionnels, des contrats avec les hommes de métier, les chefs-ouvriers, contremaîtres, directeurs de fabrique ou autres en vue de l'enseignement professionnelle ou de l'éducation professionnelle d'un ou de plusieurs élèves, garçons ou filles.

Art. 59.

Les pouvoirs publics alloueront, moyennant approbation par le service d'inspection et le service technique de la province, des subsides conformément aux dispositions de l'article 50 de la présente loi.

Les termes et la portée du contrat visé à l'article 58, ainsi que les obligations réciproques, l'indemnité, les conditions et le préavis seront déterminés par arrêté ministériel.

ART. 60.

De schoolwerkhuisen of -werven zullen door den toezichtsdienst der subsidieerende machten minstens éénmaal 's jaars bezocht worden.

ART. 61.

Op de Begrooting van Wetenschappen en Kunsten zal, voor het jaar volgende op de afkondiging dezer wet, een eerste bijzonder crediet van 20 miljoen frank worden uitgetrokken.

ART. 60.

Les ateliers et les chantiers scolaires seront visités au moins une fois chaque année par le service d'inspection des pouvoirs allouant les subsides.

ART. 61.

Un premier crédit spécial de vingt millions de francs sera inscrit au Budget des Sciences et des Arts pour l'exercice suivant la promulgation de la présente loi.

J. VAN CAENEGEM.

P. POULLET.

H. VERGELS.

HENRI HEYMAN.

PAUL TSCHOFFEN.

ARTHUR CATTEEUW.

